

Déclaration sur les mesures qui doivent être mises en œuvre avant que le FMI recommence à prêter au gouvernement mozambicain

Nous sommes très inquiets de la situation économique, sociale et politique du Mozambique. La chute du prix des matières premières, la dévaluation de la monnaie nationale par rapport au dollar et les révélations quant aux dettes cachées ont conduit à un ralentissement significatif de la croissance économique. Le metical (monnaie du Mozambique) a perdu 60% de sa valeur par rapport au dollar depuis début 2014, l'inflation a augmenté et les revenus du gouvernement en devises ont baissé. La dette extérieure a atteint 93% du PIB. La valeur du PIB en dollars est passée de 16,9 milliards en 2014 à 12 milliards en 2016 (estimation FMI), soit une baisse de 29%. La population en subit déjà les conséquences douloureuses avec la nette augmentation du coût de la vie. Elle est très inquiète des impacts négatifs à venir.

La seule issue face à la crise économique au Mozambique est une plus grande transparence des prêts et emprunts, et s'assurer que tout ajustement repose sur ceux qui ont les moyens de payer, et que le Mozambique ne se retrouve pas piégé par une dette impayable. C'est pourquoi nous appelons à la mise en œuvre d'une série de mesures à mettre en œuvre avant que le FMI ne se remette à prêter au Mozambique. Ces mesures sont les suivantes :

1/ Réalisation d'un audit externe et transparent de l'intégralité de la dette du Mozambique, notamment toutes les dettes bénéficiant de garanties par le gouvernement, et des enquêtes spécifiques sur la manière dont les prêts aux entreprises Ematum, Proindicus et MAM ont été utilisés. Faire la lumière sur la manière dont a été dépensé l'argent afin que la crise actuelle soit résolue et que de nouveaux prêts puissent être faits au Mozambique.

2/ Une évaluation commerciale et de la sûreté des entreprises Ematum, Proindicus et MAM. La capacité de ces trois entreprises à générer des revenus doit être rendue publique.

3/ Une analyse de la situation actuelle des personnes en situation de pauvreté et des mesures potentielles pour protéger les personnes en situation de quasi pauvreté des impacts négatifs. Toutes les actions doivent être basées sur l'objectif d'assurer que la pauvreté n'augmente pas, et les nouvelles actions doivent avoir un potentiel élevé de réduction de la pauvreté.

4/ Une loi et des mécanismes de mise en œuvre afférents afin de tenir les leaders politiques responsables de leurs actions, notamment des sanctions claires et significatives en cas de mauvaise conduite et mauvaise gouvernance. Il doit exister un cadre clair pour contraindre les leaders politiques à rendre des comptes si une telle situation se reproduit.

5/ Un engagement de la part du gouvernement et du FMI de ne pas réduire les dépenses du gouvernement sur les services vitaux, notamment l'éducation, la santé, l'eau et l'agriculture. Les services vitaux doivent être assurés et améliorés pour s'assurer que la pauvreté n'augmente pas.

6/ Une stratégie forte et convaincante pour mettre fin aux surdépenses et à la corruption, en prêtant une attention particulière aux mécanismes de passation des marchés publics et à la transparence dans les appels d'offre publics, en particulier sur les travaux publics et les infrastructures. Il existe un grand potentiel pour économiser des revenus du gouvernement en diminuant le gaspillage et en s'assurant que les prestataires de marchés publics assurent un meilleur rapport qualité/prix.

7/ Une renégociation des contrats sur les mégaprojets pour s'assurer qu'ils paient tous les impôts qu'ils doivent. Plusieurs études ont montré comment les mégaprojets sont sous taxés par rapport à leurs revenus. Ils devraient contribuer davantage aux finances publiques.

8/ Un engagement du gouvernement et du FMI à ne pas augmenter les impôts qui impactent de manière négative sur les bas et moyens revenus. Afin de s'assurer que la pauvreté n'augmente pas, les personnes à bas et moyens revenus ne doivent pas être sollicités pour payer davantage d'impôts.

9/ Annulation ou allègement significatif de la dette due par le gouvernement liée aux prêts accordés aux entreprises Ematum, Proindicus et MAM. Les prêts accordés par le FMI ne devraient pas servir à rembourser les dettes à des créanciers irresponsables. Les créanciers doivent partager les coûts liés à leurs actions irresponsables et aux changements de circonstances économiques quant aux prix des matières premières.

Signée par:

1. Groupes au Mozambique

Budget Monitoring Forum:

Civil society learning and capacity building Center (CESC)
NWETI – Communication for Health
Mozambican Debt Group (GMD)
Helvetas Swiss Intercooperation Mozambique
Center for Public Integrity (CIP)
Foundation for Community Development (FDC)
ActionAid Mozambique
Education for All Movement (MEPT)
Community Radios Forum (FORCOM)
Woman, Law and Development (MULEIDE)
Civil Society Forum for Children's Rights (ROSC)
WaterAid Mozambique
Mozambican Civil Society Platform for Social Protection (PSCM-PS)
Mozambican NGOs' League (JOINT)
Rural environment Observatory (OMR)
Women Forum;

Membres du Groupe Dette au Mozambique:

WLSA - Women and Law in Southern Africa
Associação Progresso
Kulima
TEIA
Association Against Poverty,
Women Forum
Third Age Forum (FTI)
Child Network
Active Network
Mahoche Rural Women's Association
Organization of Workers of Mozambique (OTM - Central Sindical)
SINTIME
SINTIHOTS
SINECOSSE

Membres de la Coalition pour la Transparence et la Justice Fiscale:

The Oppressed Theatre Group

Open Society (SA)

The Christian Council of Mozambique (Branches of Maputo, Gaza, Inhambane and Cabo Delgado)

Association for Women Empowerment and Development;

The Basic Education Development Unit – Laboratory (UDEBA-LAB).

Et aussi:

Justiça Ambiental

2. Groupes internationaux**Réseaux internationaux et régionaux:**

ActionAid International

African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD)

Asian Peoples Movement on Debt and Development (APMDD)

BankTrack

European Network on Debt and Development (EURODAD)

Oxfam International

ATTAC Japan (JAPAN)

Both ENDS (NETHERLANDS)

Bretton Woods Project (UK)

Budget Advocacy Network (SIERRA LEONE)

Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11) BELGIUM

Coalition citoyenne "Dette et Développement" et la défense des intérêts fondamentaux de la Guinée (CADIF) (GUINEA)

Debt and Development Coalition Ireland (IRELAND)

Debt Justice Norway (NORWAY)

erlassjahr.de (GERMANY)

Freedom from Debt Coalition (FDC) (PHILIPPINES)

The Integrated Social Development Centre (ISODEC) (GHANA)

Jesuit Centre for Theological Reflection (JCTR) (ZAMBIA)

Jubilee Debt Campaign (UK)

Jubilee Scotland (UK)

Kenya Debt Relief Network (KENDREN) (KENYA)

Malawi Economic Justice Network (MALAWI)

National Justice & Peace Network (UK)

No Debt No Euro (Thessaloniki) (GREECE)

Plateforme Française Dette et Développement (FRANCE)

La Plateforme d'Information et d'Action sur la Dette et le Développement (FRANCE)

La Plateforme d'Information et d'Action sur la Dette (PFIAD) (CAMEROON)

Le Réseau Gouvernance Economique et Démocratie (REGED) (DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO)

Solidar Suisse (SWITZERLAND)

Tanzania Coalition on Debt and Development (TANZANIA)

Zukunftskonvent (GERMANY)